

L'ABILLIE.

NOUVELLE-ORLEANS.

Jeu. 29 Novembre 1821.

Il nous a été fait, sous la rubrique de *Vox Populi*, une communication qui a pour but la rectification de plusieurs abus qui se seraient introduits dans la Cour de Cité. Comme les griefs énoncés ne sauraient être légèrement appréciés, et que du reste, le redressement en appartient à la Législature, nous n'avons pas cru pouvoir nous permettre d'introduire dans notre feuille une pièce anonyme de ce genre. Nous pensons que la Cour de Cité ne saurait manquer de réformer elle-même des abus relatifs au refus de messieurs les juges de recevoir des plaintes pour des délits commis hors de leur arrondissement. Car il semble être de principe qu'un magistrat quelconque est appelé à recevoir la dénonciation d'un délit. *Vox Populi* se plaint aussi de ce que les juges sont souvent hors de leurs bureaux, aux heures où ils devraient y être. Nous sommes portés à croire que l'auteur de l'article, sur ce dernier point, est dans l'erreur. Dans tous les cas, nous le répétons, le respect de la Cour, et à des magistrats dignes de confiance, s'oppose à ce que nous en disions davantage sur la pièce en question.

(EDITORIAL.)

Plus nous considérons attentivement le marche des Jacksonistes, plus nous nous pénétrons du danger de leurs maximes et de la subversion qu'elles nous conduisent. On reproche aux amis de l'Administration de traiter leurs adversaires de factieux, sans réfléchir, sans doute, à la conduite de ceux qui s'attirent cette dénomination. Vainement on voudrait faire accroire aux gens raisonnables du parti Jacksoniste, que l'on confond sous une pareille qualification tous ceux qui ont embrassé la cause du général; ils sentent très bien qu'on ne peut pas désigner ainsi que les fauteurs des mesures violentes, et que les exaltés qui comptent pour rien la patrie, et pour tout l'objet de leur engouement? Nous ne pouvons nous dissimuler que ceux mêmes qui désavouent le plan de diviser l'ouest et le sud, de l'est et du nord, sont constants dans la méthode qu'ils ont adoptée de présenter la politique de ces deux parties de la république comme étant en opposition. "La saine politique, disent-ils, prescrit à la Louisiane de resserrer les liens d'amitié qui l'unissent aux états de l'ouest et du sud." Mais existe-t-il, entre ces états, des liens qui ne leur soient pas communs avec les états de l'est? et peut-il y avoir deux politiques pour les différents états d'une même république? on ne saurait s'aveugler assez pour ne pas voir, dans ces distinctions, des vues de dissolution du grand corps dont les états ne sont que les membres! et l'affectation que l'on met à donner à des états de l'union le titre particulier républicain, nous peut-elle laisser quelque doute sur les opinions du parti. Chaque état sans doute est souverain dans l'étendue de sa circonscription, quant à ses lois privées, quant à son administration. Mais la république, pour nous, existe dans l'Union; dans l'ensemble de tous les états confédérés de l'Union; nous ne croyons pas qu'il soit à propos d'isoler ainsi les différentes parties de notre fédération, et surtout de méconnaître ce lien qui, en les unissant, forme la grande république des Etats-Unis.

L'inconvenance qui résulte de toutes ces distinctions a le grand inconvénient d'affaiblir chez les esprits superficiels ce sentiment qui les attache à la patrie, et de le restreindre aux limites d'un seul état. Par malheur, la Louisiane est plus susceptible à cet égard de se laisser égarer par des doctrines pernicieuses, et si ses habitants n'avaient pas l'amour de nos institutions générales si bien imprimé dans le cœur, il serait à craindre que la fausse idée de former un peuple à part, n'altérât en eux ces principes fondamentaux qui sont la force et la puissance de la nation américaine.

C'est une singulière façon de repousser l'accusation d'être factieux, que de mettre sans cesse en avant l'opposition des intérêts d'une partie de ce qu'on affecte de nommer les républiques de l'ouest; et de ceux des états de l'est que l'on qualifie les *présumés amis de l'industrie américaine* et les *partisans du système américain*. Mais le système américain n'est autre chose que l'appui donné aux industriels de tous les états, soit du sud et de l'ouest, soit du nord et de l'est! Le peuple de chaque état en particulier a droit à la protection de tous les autres; et le congrès général, tant l'Assemblée des représentants du peuple américain, et non celle des plémipotentiaires des états, en particulier, doivent protection à l'ensemble de la nation et non à des fractions de la population. C'est ce qui fait

qu'il a dû balancer tous les intérêts et chercher à protéger les industriels aussi bien que les agriculteurs. Au congrès général, malheureusement, on ne s'occupe que des intérêts des manufactures, chez d'autres les manufactures, chez d'autres le cabotage et la pêche, et chez d'autres enfin, la culture de toute espèce. Or le bon sens indique que l'on ne doit pas sacrifier l'industrie et le bonheur de plusieurs états au progrès des richesses de quelques autres; et la prospérité croissante de la Louisiane nous prouve assez que l'équilibre a été observé dans toutes les parties de l'Administration générale qui nous sont relatives. Que pourrait donc faire de plus une administration nouvelle; et la jalousie d'état à état peut elle nous aveugler au point de ne pas nous laisser convenir des biens que nous a procurés notre aggrégation à l'Union américaine! cependant l'idée que l'on cherche à inculquer au peuple en lui pronant sans cesse l'opposition d'intérêts, et qui tend à nous faire oublier ces bienfaits, n'est fondée que sur des chimères. On prétend que l'emploi de nos cotons sera moindre pour les Européens quand leurs marchandises seront plus gréées. Mais si l'on suppose que le progrès de nos manufactures soit assez rapide pour opérer cette diminution dans nos exportations, n'est-ce pas convenir d'un accroissement rapide dans l'emploi de ces mêmes cotons dans l'est; et si les besoins de nos manufactures augmentent à ce point, quel désavantage y aurait-il pour nous à y vendre aussi nos cotons?

Si l'on considère ensuite que déjà l'Union fournit aux marchés des républiques du sud, ses toiles de coton, et qu'elles forment une branche considérable de nos exportations; si l'on considère que l'Europe ne peut entrer avec nous en concurrence à cet égard; ne doit-on pas désirer de voir encourager un genre d'industrie qui offre de nouveaux débouchés à nos matières premières, et qui nous assure un moyen de prendre part aux avantages que les affaires de l'Amérique du sud présentent aux autres nations. Nous ne saurions nous dissimuler que l'Egypte, la Grèce, et le Brésil, ne doivent un jour faire diminuer pour nous les chances de vente. Et si les propriétés particulières de nos cotons doivent toujours les faire préférer pour certaines fabrications, nous n'en ressentirions pas moins, un jour ou l'autre, des effets plus ou moins nuisibles de l'extension indéfinie de la culture du coton, sur plusieurs parties du globe. Il est donc de notre intérêt comme Louisianais, de désirer de voir prospérer les manufactures partout où la population est suffisante pour les activer, il est de l'intérêt national de soustraire peu à peu notre république entière au monopole de l'Angleterre et à celui de la France pour les objets de leur fabrication; et il est du devoir d'une bonne administration de tendre sans cesse vers ce double but.

Mais cette intéressante question a été tant de fois débattue au Congrès; elle y a été si savamment discutée, qu'il serait presque inutile d'y revenir si l'injustice des écrivains de parti, n'allait jusqu'à faire un délit capital à l'Administration, d'un tarif qui a été adopté au Congrès général par Jackson lui-même! Jamais ce général s'il était Président ne serait assez inconséquent pour marcher en sens inverse de ses opinions avérées, ni assez stupide pour ôter à sa patrie les avantages que lui promet l'industrie qui s'y déploie.

Ne séparons point dans Jackson, le Tennesien de l'Américain; ce serait une injure trop grande à lui faire. Et ses partisans ne songent pas au tort qu'ils lui font, en le montrant sans cesse comme l'homme de l'ouest et du sud et comme l'ennemi obligé de l'est. Ils ne songent pas que la Pennsylvanie et New-York font partie de l'est, et qu'à moins que le parti ne souffre à la fois et le froid et le chaud, les principes qu'attribuent à Jackson, ses préneurs, sont en opposition directe avec les intérêts de l'une ou de l'autre partie de la Grande Famille; intérêts qu'on s'efforce de nous peindre comme tellement divergens, que l'on ne balance pas à en faire un motif de séparation infaillible! Mais si l'on réfléchissait bien aux conséquences de ces coupables assertions, on verrait que l'intérêt public, que l'intérêt particulier, se combinent dans notre heureux système; et que par la nature de leur situation, par celle de leurs productions, les différents états de la République peuvent s'entraider sans se nuire; et que cette même division d'intérêts n'est qu'un

prétexte que prennent certains gens pour donner à leur cupidité une importance qu'il ne faut pas avoir. Il n'est ni chez nous, ni dans les autres nations, et dans l'Administration, pour apporter la moindre amélioration dans notre système. Il est trop étranger aux combinaisons de la diplomatie et de la politique des nations, pour calculer les avantages que leur industrie ou leur puissance leur peuvent donner sur nous; il est trop passionné surtout pour n'être pas entraîné à des guerres qui seconderaient son penchant favori; il a trop d'intérêt enfin à se parer aux yeux du peuple Américain du seul talent qu'on puisse raisonnablement vanter en lui, pour ne pas se créer des moyens d'en faire la base de sa fortune politique.

Démons-nous donc des éloges outrés qu'on lui donne; démons-nous de ceux qui osent avancer que Jackson est le seul qui puisse rectifier notre constitution, et, sans vouloir insulter aux opinions, voyons les factieux où ils sont, c'est-à-dire dans le parti qui tend à désorganiser, chez nous, l'ordre social.

Nouvelles Politiques.

NEW-YORK, 1er. NOVEMBRE.

Dernières Nouvelles d'Europe.

Par le navire New-York cap. Bennet, arrivé de Liverpool, nous avons reçu les papiers de cette ville jusqu'au 1er. d'Octobre et de Londres jusqu'au 29 Septembre inclusivement.

Les papiers de Paris de Lundi dernier rapportent deux événements importants qui se rattachent au sort de la Péninsule. S'avoit, le prochain départ de Don Miguel de Vienne pour le Portugal, et le départ de Ferdinand VII de son palais de Madrid, pour le lieu de la scène de l'insurrection, en Catalogne. Quant à ce qui regarde don Miguel c'est un de ces événements naturels dans l'ordre des choses; mais pour ce qui concerne Ferdinand on ne saurait se rendre compte de cette démarche ni en prévoir les conséquences; son frère Don Carlos le précède en Catalogne et une régence a été formée à Madrid sous la présidence de la reine. La cour de Madrid ne paraît point concevoir beaucoup d'espérances de cette démarche attendu l'esprit qui règne dans les provinces. Une force militaire imposante doit précéder et suivre S. M. afin de prouver aux insurgés que le Roi dans quelque situation qu'il se trouve, a toujours assez de pouvoir pour faire respecter son gouvernement. Nous avons lieu de penser que l'on attache à cette révolte plus d'importance qu'elle ne mérite afin d'avoir un prétexte pour faire des dispositions, relatives à d'autres objets.

Albion.

France.—La gazette de France, du 19 Septembre, dit qu'un arrangement était sur le point de se conclure entre la France et Alger, par lequel le gouvernement français doit obtenir une satisfaction avantageuse et honorable.

Une lettre de Perpignan, du 8 Septembre, dit: un bataillon du 8e. régiment suisse qui devait se rendre en Catalogne et prendre garnison à Figuières a reçu contre ordre ce régiment doit relever le détachement du 43e. qui est en garnison dans les forteresses du Département et ce dernier régiment doit se rassembler à Perpignan pour attendre les ordres du ministre de la guerre. Le Machabée bâtiment marchand parti de Marseille le 25 août ayant été capturé par un corsaire Algérien le 23 Septembre a été repris le lendemain par le vaisseau français Cuirassier.

Les lettres de l'île de Mainé en date du 25 août disent que la veille une flotte française a passé à l'Est de cette île et que le lendemain un convoi de bâtiments de la même nation a suivi la même route, il y avait dans le port des vaisseaux Anglais et une frégate Hollandaise. Nous apprenons que la piraterie continue et qu'un bâtiment Anglais a été pillé de 60 mille piastres près de Candie.

Les capitaines de la marine Anglaise stationnés dans la Méditerranée se refusent de convoier aucun bâtiment ayant des propriétés turques ou grecques.

Espagne.—L'insurrection augmente en Catalogne. Barcelonne est encombré de familles qui viennent s'y réfugier de toute part. Les montagnes de Tarragone et toute la côte est de Montgate sont occupées par les rebelles qui se portent jusqu'à une lieue et demie de Barcelonne.

Frontières de la Catalogne, 8 Sept.

Le 3 de ce mois, à minuit, les insurgés sont entrés à Mataro, au nombre de 4 à 500 hommes d'infanterie; suivis d'un détachement de cavalerie, et ont poursuivi leur

route sur Tarapa, ville célèbre par ses manufactures de laine. Ils n'ont commis aucune violence, et ils disent qu'ils ne se sont arrêtés qu'en qualité d'amis.

Don Juan Carrerra, alcalde d'Olot, a été forcé de se réfugier à la Manera, commune de la frontière de Serat; arrivé à Rich, il a été forcé de rétrograder, attendu que cette ville était déjà au pouvoir des Agraviados. Pendant sa route il a été forcé de passer sur les frontières de la France, pour éviter de tomber au pouvoir des insurgés.

Un paragraphe de la gazette de Francfort donne des détails sur les préparatifs de guerre qui se font à Constantinople: ce qui suit en est extrait.

CONSTANTINOPLE, 31 Août.

De trois à quatre mille hommes d'infanterie et d'artillerie ont quitté la semaine dernière cette capitale pour se rendre aux Dardanelles, où se font des préparatifs de défense. La tranquillité la plus parfaite règne cependant ici, et d'après le dire des personnes qui se croient bien informées, il paraît que la rupture n'aura pas lieu.

VIENNE, 15 Sept.

Malgré qu'on ait appris le rejet de l'ultimatum par la Porte, depuis deux jours nos fonds n'ont pas éprouvé de baisse, par la persuasion où sont nos spéculateurs, que les hostilités ne s'en suivront pas, et que la paix de l'Europe ne sera pas troublée. Ce que disent les journaux au sujet d'une armée d'observation sur nos frontières, est totalement dénué de fondement. L'Autriche n'a pas eu de motifs depuis le commencement de l'insurrection de la Grèce, d'augmenter les forces militaires sur les frontières turques, et certainement ce n'est pas le moment de les réduire.

Extrait d'une lettre de M. Luriotis, ci-devant député grec à Londres.

LIVOURNE, 10 Sept.

Je viens de voir à l'instant une lettre de Péloponèse, en date du 13 Août: elle dit: A peine on a appris le traité entre la France, l'Angleterre, et la Russie, que les discussions ont de suite cessé, et que toute la Palicarie s'est empressée de se ranger sous les ordres de leurs capitaines respectifs afin de marcher contre l'ennemi. Dans l'espace de deux jours, deux corps d'armée grecs ont été formés. L'un devant se diriger sur Voitiza et l'autre contre Patras. Le général Church était campé près de Corinthe avec 3000 hommes. Les troubles de Napoli ont cessé et la plus grande harmonie règne dans toutes les parties de la Grèce. On ne saurait décrire l'enthousiasme qui y règne. On déplore la mort de Karaiskaki; mais la perte de l'Acropolis est plus vivement sentie, si cette importante forteresse avait été sauvée. Un grand mystère que le tems seul fera connaître couvre cette affaire.

DE L'INTERIEUR.

Elections dans le Maryland.

Dans tout l'Etat une ville et 4 comtés ont envoyé une majorité de représentants Jacksonistes; une ville et 10 comtés ont nommé des représentants en faveur de l'Administration; et 9 comtés ont envoyé un nombre égal dans les deux partis.

	Adams.	Jackson.
Partie Ouest de l'Etat,	27	21
Partie Est,	22	10
	49	31

Majorité dans l'Etat en faveur de l'Administration, 18

Dans le choix du Sénateur qui s'est fait par la Législature la majorité serait de 15 voix en faveur de l'Administration. (Maryland Rep.)

D'après les archives du Congrès en 1796 il est constaté que le général Jackson a voté contre un juste tribut de reconnaissance qu'on voulait payer à WASHINGTON, quand le Congrès a voté pour lui rendre cet hommage, lorsqu'il a annoncé l'intention de se retirer des affaires publiques pour rentrer dans la vie privée. Et l'on observa qu'il s'était opposé à chacun des articles de l'adresse. (Boston Patriot.)

Dans la législature du Tennessee, M. Rodgers a introduit la résolution suivante: Résolu, que nos représentants au Congrès des Etats-Unis, sont requis de porter des accusations contre John Q. Adams, président des Etats-Unis, fondées sur les charges et les arguments contenus dans le préambule suivant, et de faire usage de tous leurs moyens afin que ledit J. Q. A. dans soit *Impeached* et destitué de sa place de Président.